

**Assistance à maîtrise d'ouvrage
Logistique Evènementielle et Communication**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Numéro de consultation : N°1-OSE2021

Assistance à maîtrise d'ouvrage logistique événementielle et communication
Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché public.
Procédure adaptée

Date et heure limite de transmission des offres : mercredi 23 décembre 2020, avant 13h00, heure locale

Table des matières

ARTICLE 1-	CONTEXTE.....	3
ARTICLE 3-	OBJET DU CONTRAT	4
ARTICLE 4-	ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5-	FORME DU CONTRAT	4
ARTICLE 6-	PIECES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 7-	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	4
ARTICLE 8-	CLAUSE SOCIALE	5
ARTICLE 9-	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	6
ARTICLE 10-	ASSURANCES	6
ARTICLE 11-	CORRESPONDANTS.....	6
ARTICLE 12-	DUREE DU CONTRAT- DELAI D'EXECUTION	6
ARTICLE 13-	PENALITES DE RETARD ET PENALITES DIVERSES.....	6
ARTICLE 14-	CONTENU DES PRIX	6
ARTICLE 15-	VARIATION DES PRIX	7
ARTICLE 16-	CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 17-	MODALITES DE REGLEMENT	8
ARTICLE 18-	MODALITES DE TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT (FACTURES)	8
ARTICLE 19-	INTERETS MORATOIRES	9
ARTICLE 20-	PERIODICITE DES PAIEMENTS	9
ARTICLE 21-	AVANCE.....	9
ARTICLE 22-	LIEU D'EXECUTION.....	10
ARTICLE 23-	CLAUSE DE REEXAMEN	10
ARTICLE 24-	GARANTIE	10
ARTICLE 25-	RESILIATION	10
ARTICLE 26-	LITIGES ET DIFFERENDS	10
ARTICLE 27-	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	11

Article 1 - Contexte

Outil opérationnel de la CTM au service des entreprises et de l'attractivité du territoire, Martinique Développement contribue depuis 40 ans à l'animation du territoire et à l'amélioration de l'environnement économique selon un objectif clairement défini, la compétitivité des entreprises martiniquaises.

Ses missions principales :

- Etre un partenaire de premier ordre de l'ensemble des acteurs économiques
- Accompagner à la création et développement d'entreprise et d'emploi
- Promouvoir et mettre à disposition des réseaux d'experts
- Structurer des filières et des secteurs d'activités
- Anticiper et accompagner les mutations de l'offre territoriale
- Contribuer à l'évaluation des politiques publiques mises en œuvre

Martinique Développement organise la troisième édition de OSE ! le Rendez-vous des Entrepreneurs les 24, 25 et 26 mars 2021 dans un salon du Palais des Congrès de Madiana et en ligne via un salon virtuel dédié.

Dans ce contexte particulier, le Salon Ose! 2021 souhaite apporter des solutions concrètes aux chefs d'entreprises pour rebondir et consolider leur activité.

- Présenter les outils du territoire au service du rebond
- Favoriser la transformation digitale des TPE indispensable dans le contexte économique actuel
- Impulser la transition écologique des entreprises martiniquaises
- Promouvoir la destination business in Martinique

Pour cette édition, le Salon Ose! 2021 innovera en associant fortement les entreprises à imaginer collectivement de nouveaux formats pour sortir de la crise, en faisant appel à :

- L'intelligence collective
- La créativité

Par ailleurs, ce Salon, comme les précédentes éditions, aura aussi pour objectifs :

- D'orienter les porteurs de projet sur les étapes de la création d'entreprise et s l'ensemble de ses problématiques
- De mettre en exergue et développer la culture entrepreneuriale
- De valoriser les différentes formes d'entrepreneuriat et notamment l'entrepreneuriat social

Pour ce faire, Martinique Développement entend s'entourer des prestataires compétents et organise ainsi une procédure de mise en concurrence lui permettant de choisir ses partenaires, dans le respect des règles de la commande publique qui lui sont applicables.

Article 3 - Objet du contrat

Martinique Développement souhaite faire appel à un ou des prestataires le conseillant sur les aspects logistique et communication du projet « OSE ! Le Rendez-vous des Entrepreneurs ».

Il s'agit de deux marchés à prix global et forfaitaire pour une prestation intellectuelle :

Assistance à maîtrise d'ouvrage : logistique événementielle et communication

Article 4 - Allotissement

- Lot 1 : Assistance à maîtrise d'ouvrage communication
- Lot 2 : Assistance à maîtrise d'ouvrage logistique événementielle

Article 5 - Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un marché public d'un prix forfaitaire.

Le prix forfaitaire est le prix qui rémunère le titulaire du marché pour une prestation ou un ensemble de prestations, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées.

Article 6 - Pièces contractuelles

L'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1)
- Lettre de candidature (DC1)
- Déclaration du candidat (DC2)
- Déclaration de sous-traitance (DC4) le cas échéant
- Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cadre financier : Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent règlement de la consultation (RC)
- Annexes : logo OSE ! et plan du salon caraïbes du Palais des Congrès de Madiana

Article 7 - Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

1) Lors de l'attribution de l'accord-cadre et avant la notification de l'accord-cadre, le fournisseur ou l'entrepreneur retenu doit fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

A savoir :

- a) Le certificat social URSSAF, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).
- b) Une attestation fiscale ou de régularité fiscale, (Arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).
- c) Les entreprises n'étant pas à jour de leur cotisations pourront présenter la demande de moratoire adressée aux services fiscaux.

De plus, pour les contrats d'une valeur supérieure ou égale à 5 000€ le candidat et futur attributaire de l'accord-cadre doit fournir avant la notification de l'accord-cadre puis tous les 6 mois les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, (l'attestation de vigilance).

2) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Article 8 - Clause sociale

Sans objet.

Article 9 - Protection de l'environnement

Sans objet

Article 10 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG -PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 11 - Correspondants

- Philippe JOSEPH, Contrôleur de gestion : facturation, suivi des commandes, tout litige.
- Thierry ALEXANDRINE, Délégué Général pour le suivi du projet

Article 12 - Durée du contrat - Délai d'exécution

Le marché court à compter de sa date de notification pour une durée allant jusqu'à la réalisation du bilan de l'opération.

Le marché ne pourra pas être renouvelé.

Selon le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le marché public est notifié au titulaire. Il prend effet à la date de réception de la notification.

Article 13 - Pénalités de retard et pénalités diverses

Les prestations qui n'auront pas été exécutées ou qui n'auront été exécutées que partiellement seront signalées au titulaire par télécopie ou messagerie électronique avant d'être signalées par lettre recommandée avec accusé de réception. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités seront de 50€ par jour de retard.

Article 14 - Contenu des prix

La monnaie de référence pour ce marché est l'€uro.

Les prix sont réputés comprendre les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents à ladite mission, notamment frais

de fonctionnement, de personnel, de gestion, déplacements, assurance, ...
Tous les montants figurant dans le marché seront exprimés en HT puis en TTC.
Les prix sont forfaitaires, sur la base d'une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire. (DPGF)

Article 15 - Variation des prix

Les prix sont fermes.

Article 16 - Condition d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

- Format des restitutions : fichiers électroniques

- **Pour le lot 1 : Assistance à maîtrise d'ouvrage communication**

- Livrables :

- Comptes-rendus de réunion de cadrage
- Un rétroplanning des opérations de communication
- Une stratégie de communication
- Un plan de communication
- Une charte graphique à partir du visuel générique fourni
- Création de supports de communication en lien avec le plan de communication validé
- Un media planning et un tableau de suivi
- Une mise en œuvre opérationnelle du plan de communication

- **Pour le lot 2 : Assistance à maîtrise d'ouvrage logistique événementielle**

- Livrables :

- Comptes-rendus de réunion de cadrage
- Un budget prévisionnel détaillé de l'évènement OSE ! avec deux hypothèses financières
- Une présentation du concept global en termes d'agencement avec des visuels des scénographies pour le Salon Ose et les trois sites décentralisés
- Un rétroplanning et un déroulé technique de l'organisation
- Des fiches thématiques pour l'organisation jusqu'au jour J
- Les plans d'aménagement des espaces (site principal et sites secondaires)
- Les plans de signalétique
- Une mise en œuvre opérationnelle de la logistique de l'évènement sur les quatre sites
- Les livrables seront construits en étroite collaboration avec les différents prestataires techniques. Ils devront tenir compte des contraintes techniques liées au format hybride de l'évènement physique et virtuel et notamment de la captation, retransmission de contenus vidéos.

Dans le cas où un document est représenté pour corrections et/ou validation, ce dernier devra présenter la totalité des éléments qui seront remis en version définitive.

A la réception de la totalité des éléments du document provisoire par Martinique Développement, le délai d'établissement du document final sera arrêté, par ordre écrit.

La demande de corrections et/ou la validation, ainsi que la date prescrivant la modification du délai de l'établissement du document sera notifiée au titulaire par ordre écrit.

Martinique Développement se réserve tout droit de reproduction du document provisoire.

Le document définitif doit prendre en compte toutes les corrections qui ont été notifiées par ordre écrit.

Tous ces supports et toutes les données sont la propriété de Martinique Développement.

Article 17 - Modalités de règlement

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 114 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde de l'accord-cadre.

Les montants seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution du marché. Le prestataire tiendra compte de la mise en application du taux réduit de TVA selon les dispositions de l'article 31 de la loi de finances pour 1999 s'ajoutant à l'article 279 du Code Général des Impôts.

Article 18 - Modalités de transmission des demandes de paiement (factures)

Elles comportent, outre les mentions légales :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro d'immatriculation SIRET de la société,
- Numéro de la situation et date d'établissement de la facture
- La référence du marché,
- Le numéro du compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- Les quantités réellement exécutées pour la période avec rappel des bons de commande émis,
- Le montant total HT de la situation calculée par application des quantités exécutées aux prix unitaires, hors pénalités,
- Le décompte des situations émises et le reste à facturer par rapport au montant fixé dans le marché,
- Le récapitulatif des pénalités transmises par mail,
- Le montant total HT de la situation
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total de la situation TTC, en chiffres et en lettres,

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités prévues ci-dessous seront déduites du montant hors taxes de la facture ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

- Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

Article 19 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Article 20 - Périodicité des paiements

Les acomptes font l'objet d'une demande de paiement qui doit comprendre des éléments précis (article 11 et 12 du CCAG-PI).

- En cas de cotraitance :

Le mandataire est le seul habilité à présenter les demandes d'acomptes et les projets de décompte, et à accepter les décomptes ; seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Joindre un ATTRI1 pour la répartition des missions entre co-traitants.

- En cas de sous-traitance :

En cas de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul est habilité à présenter les demandes d'acompte et les projets de décompte, et à accepter les décomptes, le titulaire du marché ou le mandataire ; seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Annexe DC4 à l'acte d'engagement à fournir et signer avec répartition des missions entre le titulaire et le sous-traitant.

Article 21 - Avance

Le marché ne prévoit pas d'avance.

Article 22 - Lieu d'exécution

Martinique

Article 23 - Clause de réexamen

Sans objet.

Article 24 - Garantie

Aucune garantie

Article 25 - Résiliation

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 29 à 36 inclus du CCAG PI.

Article 26 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 40 du CCAG -PI.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Fort-de-France,
12 rue du Citronnier - Plateau Fofo - CS 17103

97271 Schoelcher Cedex

Téléphone : 05 96 71 66 67

Télécopie : 05 96 63 10 08

Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

Article 27 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

- **L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-PI**

Le prestataire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des clauses énoncées dans le présent CCAP.

Accepté sans aucune modification.

Le pouvoir adjudicateur

Le Prestataire*

La Présidente, Marinette Torpille

.....

* Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »